

*« Démocratie, Citoyenneté, République,
« Pluriversalisme »... :
La démocratie dans tous ses états,
La République en chantier...
(Liberté, égalité, fraternité & sororité),...»*



« Actualité de Marx et nouvelles pensées critiques »

En présentiel et en visioconférence- 16^{ème} édition

5, 6, 7, 8, 9, 10 Décembre 2023

Campus Montesquieu Université de Bordeaux

(Le 5 décembre au Petit Salon à partir de 14h

et du 6 au 9 décembre à partir de 9h Salle des Actes 1^{er} étage Bât. Administration,

et en soirée à 19h et le 10 décembre 15 Rue Furtado à Bordeaux de 9h à 13h)

Pour participer aux rencontres avec Zoom <https://us02web.zoom.us/j/87533432394>

Pour s'inscrire en présentiel écrire à

espaces.marxbx@gmail.com et/ou dominique.belougne@u-bordeaux.fr

Les contributeurs et contributrices:

Michel BARRILLON, économiste, Université d'Aix Marseille ; **Nicolas BENIES**, économiste, Université Populaire de Caen ; **Jacques BIDE**T, Philosophe, professeur émérite à l'Université Paris-Nanterre ; **Alexandre BOISSIE**RES, Militant de Réseau Saliariat ; **Jean BRICMONT**, Physicien et essayiste, Professeur émérite de physique théorique à l'université catholique de Louvain et membre depuis 2004 de l'Académie royale de Belgique ; **Thierry BRUGVIN**, Docteur en sociologie, enseignant en psycho-sociologie à l'Université de Besançon et psychothérapeute ; **Philippe BRUNET**, Professeur émérite de Sociologie à l'Université Gustave Eiffel de Marne la Vallée ; **Michel CABANNES**, économiste Université de Bordeaux ; **Pierre CRETOIS**, Philosophe, Université de Bordeaux-Montaigne ; **Monique DENTAL**, Militante Féministe ; **Michel DUCOM**, Poète, Militant de l'Education Nouvelle, GFEN ; **Daniel DURAND**, Chercheur en relations Internationales ; **Alexandre FERNANDEZ**, Professeur d'Histoire Contemporaine, Université de Bordeaux-Montaigne ; **Baptiste GIRAUD**, Maître de conférences en science politique - Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail, Université d'Aix Marseille ; **Ludovic GODARD CADILLAC**, Mathématicien, Commission ESR du Pcf, Université de Bordeaux ; **Roland GORI**, Psychanalyste, professeur émérite de psychologie et de psychopathologie clinique à l'université Aix-Marseille ; **Florian GULLI**, Professeur Agrégé de Philosophie à Besançon ; **Jean-Marie HARRIBEY**, économiste, Université de Bordeaux, Membre du conseil scientifique d'ATTAC ; **Alain JEANNEL**, Professeur émérite en Sciences de l'Éducation, Université de Bordeaux ; **Olivier JOULIN**, Magistrat, membre du syndicat de la

Magistrature ; **Sébastien LABORDE**, Elu Départemental, Militant politique ; **Ivan LAVALLE**, Scientifique, professeur de mathématiques émérite de l'Université de Paris VIII ; **Annie LECHENET**, maîtresse de conférences en philosophie à l'Université de Lyon ; **Maurice LEMOINE**, Journaliste, écrivain ; **Victor LENY**, Ingénieur ; **Jean-Marie MATISSON**, délégué régional Unité Laïque ; **Laurent MELITO**, Sociologue ; **Frédéric MELLIER**, Elu Régional, Militant politique ; **Nicolas PATIN**, Historien, Université Bordeaux-Montaigne ; **Henri PENA-RUIZ**, Philosophe ; **Roland PFEFFERKORN**, Sociologue, Professeur à l'Université de Strasbourg ; **Robert PIERRON**, Cadre Territorial, Chercheur ; **Jean QUERBES**, Ingénieur Agronome, ancien élu Pcf ; **Yvon QUINIOU**, Professeur Agrégé de Philosophie ; **Lena RAUD**, Secrétaire nationale des Etudiants Communistes ; **André ROSEVEGUE**, animateur de l'UJFP Aquitaine ; **Jean-Paul SCOT**, Historien, Université d'Amiens ; **Jean SEVE**, professeur agrégé d'histoire en Dordogne ; **Fabien TARRIT**, économiste, Maître de conférences, HDR, Université de Reims Champagne-Ardenne ; **Vincent TACONET**, Professeur de Lettres Classiques ; **Nicolas TARDITS**, doctorant en science politique, Université de Paris Nanterre ; **Ulliya TURAN**, Conseillère Régionale, Maire-Adjointe à Strasbourg, Militante politique ; **Pierre ZARKA**, Homme Politique, Ex-Directeur de l'Humanité ;

Le Thème et la présentation :

*Les termes de démocratie, de république, de **luttés de classe** sont-ils antagonistes ou complémentaires ? Opèrent-ils dans le même champ ? Doit-on les hiérarchiser ? "Pas question d'installer la **République sur le lieu de travail**..."? mais si la démocratie et la citoyenneté y est « empêchée », sommes-nous encore en République ? **Quelle nouvelle constitution** élaborer pour libérer toutes les forces vives de la Nation et s'extraire de la logique capitaliste, de toutes formes d'exploitations et de dominations entre les êtres humains et les peuples ? **L'universalisme du siècle des Lumières** et de la Révolution de 1789 est-il LA solution ? Après les travaux sur le colonialisme et l'énumération de ses ravages pendant et après l'esclavage pouvons-nous nous en tenir là ? N'y a-t-il pas lieu de questionner et de mettre en œuvre pratique le récent concept de "pluriversalisme", cet « **universel qui reconnaît l'existence de la pluralité** », ce processus d'« enrichissement mutuel entre cultures ayant toutes droit au même respect ». Dans le domaine de la vie quotidienne, n'avons-nous pas à nous interroger sur la **persistance des inégalités de genre, d'origine sociale ou ethnique**, sans négliger les (grands) écarts dans les conditions de travail et de vie, l'espérance de vie en bonne santé ou devant la mort ? Comment faire **République souveraine, citoyenne** et construire de nouvelles relations entre les nations et les peuples, un nouvel internationalisme nourrit de "pluriversalisme" ? Comment peut se construire une **citoyenneté nationale, européenne, mondiale** ? Quelle place pour la lutte des classes dans ce processus ? **Quelle place pour la laïcité** ? Quel rôle peut jouer la République dans le processus de transformation sociale et l'émancipation humaine ? Peut-elle nous aider dans le **processus de dépassement du Capitalisme** vers une société de solidarité, de partage, de fraternité, de liberté, d'égalité, de progrès social et humain... ? La République est-elle soluble dans l'actuelle Union Européenne ? **Quelle place pour le monde du travail dans la République** ? **Quelle place pour la démocratie sociale** ? Quel rôle pour la citoyenneté y compris dans les entreprises et les services publics ? Nous en appelons à vos contributions, à vos analyses et à vos expériences d'ici et d'ailleurs, tant nous avons soif de partages et d'enrichissements humains.*

Notre planète et les peuples du monde entier subissent de plein fouet les conséquences de la logique capitaliste et de son alliée, la domination patriarcale. Les choix quotidiens effectués dans les entreprises, les services publics et bien des collectivités territoriales pèsent sur la

population. C'est aussi le cas au niveau de l'Etat, de l'Union Européenne et de la plupart des institutions mondiales. Cela pourrait nous conduire à nous résigner et à attendre un hypothétique "grand soir" social ou électoral... Pour autant ce sont des femmes et des hommes qui dans tous ces lieux, sur toutes ces scènes locales, nationales, européennes, mondiales prennent les décisions, mettent en œuvre des choix politiques, alimentent ou refusent les choix imprégnés de la logique capitaliste. Il est donc possible d'agir sans attendre, dès maintenant, pour imposer une autre logique plus juste socialement, plus efficace économiquement, respectueuse des êtres humains dans la nature. Cela suppose effectivement de rompre avec certaines représentations du pouvoir, et de reprendre confiance dans notre capacité individuelle et collective à changer notre vie à partir de nos besoins, à changer les conditions de notre vie dans notre quartier, notre entreprise, nos services publics. Comment faire du travail libéré des logiques capitalistes de concurrence et d'exploitation, un acte extraordinaire de libération humaine et d'émancipation ?...

Quelle que soit votre approche, scientifique, militante, citoyenne,... explorons ensemble ces nécessités et ces possibilités de nous libérer des contraintes capitalistes et d'ouvrir le chemin d'expériences les plus diverses possibles pour aider à accoucher comme le dit Marx, du monde nouveau que le capitalisme empêche de naître !

Il nous a semblé opportun au regard des enjeux idéologiques et politiques de la période, dans le creuset de nos vies, de nos luttes, de nos recherches d'un avenir plus humain, plus juste, plus social, plus démocratique d'interroger ces mots au regard des expériences, des pratiques sociales et politiques, pour éclairer les transformations déjà en œuvre, où de nombreux acteurs s'impliquent déjà sans identifier clairement avec qui faire société, vers quel projet humain, quel projet de société, quels nouveaux rapports sociaux, quelle nouvelle matrice de progrès, quels contours préciser peu à peu qui donnent envie au plus grand nombre de s'impliquer à nouveau pour changer leur vie, changer le monde, changer la société vers de nouveaux lendemains qui chantent, sans attendre le grand soir....

Rappel concernant le déroulement des interventions. Pour faciliter la mise ligne des contributions sur la chaîne « youtube » d'Espaces Marx, les contributions se déroulent sur un créneau de 55 minutes, avec 30 à 40 minutes pour l'exposé, suivi d'un échange avec la ou le discutant/Modérateur et les personnes présentes dans la salle ou connectées avec l'outil Zoom.

Lieux où se déroulent les rencontres de 13h30 à 18h le 5 décembre, de 9h à 18h du 6 au 9 décembre, et de 9h à 13h le 10 décembre :

Campus de Pessac Arrêt Montaigne/Montesquieu, du 5 au 9 décembre

Bus Ligne 1 depuis la Gare, jusqu'à La Victoire.

Tram B depuis place de La Victoire direction Pessac.

A l'arrivée à l'Arrêt Montaigne/Montesquieu allez vers la Fac de Droit et Sciences Eco.

Le Dimanche et en soirée c'est 17 Rue Furtado à BORDEAUX, près de la gare St Jean.

13h30 - Accueil des participant-e-s aux rencontres par **Marie ESTRYPEAUT-BOURJAC**, Présidente d'Espaces Marx Aquitaine-Bordeaux-Gironde

14h00-14h50: Jean-Marie HARRIBEY, économiste, Bordeaux, « *Premier acte de la démocratie économique : une autre répartition de la valeur ajoutée* », (Présentiel)



Cinq socio-économistes viennent de réaliser une étude pour les « Économistes atterrés » sur « La répartition de la valeur ajoutée »^[1]. Elle montre que, en France, au cours des 50 dernières années de capitalisme néolibéral, la part salariale dans la valeur ajoutée brute (VAB) des sociétés non financières (SNF) a baissé d'environ 4 points (de 69 à 65 %). Cette baisse n'apparaît plus lorsqu'on examine le partage de la valeur ajoutée nette, une fois soustrait de la VAB l'amortissement du capital productif. C'est le point fort de cette étude montrant la hausse très importante de la part de la consommation de capital fixe (de 14 à 22 % de la VAB des SNF en un demi-siècle). La principale cause est le renouvellement accéléré des outils matériels et immatériels de production à l'ère de l'informatique et de la robotique. Il en résulte une forte baisse de la part des profits dévolue à l'investissement net, c'est-à-dire à celui préparant l'avenir, au moment même où surgit le besoin d'une bifurcation écologique de grande ampleur.

[1] T. Dallery, J.-M. Harribey, E. Jeffers, D. Lang et S. Treillet, « La répartition de la valeur ajoutée » <https://www.atterres.org/partage-de-la-valeur-ajoutee-en-30-ans-la-part-revenant-aux-salaires-sest-erodee>.

(*) « *En finir avec le capitalovirus, L'alternative est possible* », Éditions Dunod, 2021
Discutant-e : **Michel CABANNES**, économiste, Université de Bordeaux

15h00-15h50: Daniel DURAND, Chercheur en relations Internationales, Président de l'IDRP (Institut de recherches et de documentation sur la paix et les conflits), « *Le droit humain à la paix, étape décisive d'un nouvel internationalisme ?* », (Présentiel)



Le Droit humain à la paix est issu d'une longue lutte pour l'émancipation humaine, depuis la Déclaration universelle des Droits de l'Homme adoptée par les Nations unies en 1948, le droit à l'auto-détermination des peuples qui émerge pendant la Guerre froide. Il remet en cause le pouvoir sans partage des États. Il englobe plusieurs droits dont le droit à l'éducation pour la Paix, le droit à la sécurité humaine et à vivre dans un environnement sûr et sain, le droit au développement et à un environnement durable, à la désobéissance et à l'objection de conscience, à la résistance et l'opposition à l'oppression.

Le Droit humain à la paix est une condition pour faire avancer la sécurité humaine en combattant toute instrumentalisation. En effet, le droit humain à la paix ne peut être mis en œuvre que par des méthodes pacifiques s'il ne veut pas entrer en contradiction avec lui-même. Comment ne pas en voir les implications dans l'agression russe en Ukraine, les attentats du Hamas et la riposte guerrière disproportionnée d'Israël ? Il peut s'apparenter à un renversement copernicien du paradigme des relations internationales : la domination sans partage des États sur les peuples et les individus".

(*) « *La paix, c'est mon droit ! 21e siècle, vers la guerre ou vers la paix ?* », 2023 - BoD éditeur

Discutant-es : **Nicole LAVALLEE**, Présidente du Mouvement de la Paix Gironde, **Joël GUERIN**, ancien syndicaliste, Délégué du Défenseur des Droits.

16h00-16h50: **Nicolas PATIN**, Maître de conférences en histoire contemporaine, Université Bordeaux Montaigne, membre Junior de l'IUF, « *Le Référendum d'initiative citoyenne sous la République de Weimar (1918-1933) : un outil de démocratie directe ?* », (Présentiel)



La République de Weimar, régime issu de la guerre et de la révolution, est souvent perçue comme un échec politique, qui amène à la prise du pouvoir pour Hitler. Pourtant, il existait, au sein du système parlementaire, des innovations très fortes, comme le Référendum d'initiative populaire (Volksbegehren). Il fut utilisé à trois reprises en 14 ans, par les forces de gauche... mais aussi par les nazis.

(*) *Julie Le Gac*, Nicolas Patin, « *Guerres mondiales : le désastre et le deuil, 1914-1945* », Paris, Armand Colin, 2022 ; Nicolas Patin, « *La catastrophe allemande. 1674 destins parlementaires* », Fayard, Paris, 2014.

Discutant-e : **Vincent TACONET**, Professeur de Lettres classiques, Rédacteur en chef de la revue « L'Ormée »

17h00-17h50: **Jean-Paul SCOT**, Historien, « *Jaurès lecteur de Marx : "évolution révolutionnaire" et "démocratie économique et sociale"* », (Visioconférence)



Si, en 1901, Jaurès se réclame de Marx pour légitimer, face « aux prétendus doctrinaires du marxisme », sa stratégie de l'« évolution révolutionnaire », il se réclame également des derniers écrits d'Engels pour affirmer que « la République est la forme politique du socialisme » que la classe ouvrière doit transformer en « République démocratique et sociale ». La démocratie sociale ne saurait se limiter, affirme en effet Jaurès, à la conquête de droits sociaux pour les travailleurs car elle exige la reconnaissance, à côté de la souveraineté de la nation, de la « souveraineté du travail », soit la pleine participation des travailleurs à la direction de l'État comme des entreprises, publiques comme privées. La « classe ouvrière » devra donc « diriger la démocratie » dans le but de « résorber et de supprimer le capitalisme »

au moyen de « réformes révolutionnaires », sans sombrer dans le « socialisme d'État » ni se bercer des illusions anarcho-syndicalistes. Vers 1910, Jaurès en vient à affirmer, à la différence de Marx et de Bakounine, que l'État ne sera ni réformé, ni aboli, mais profondément démocratisé, car « l'État n'exprime pas une classe, il exprime le rapport des classes, le rapport de leurs forces ». Les théories de la démocratie, du socialisme et de l'État ne sauraient donc être dissociées.

(*) « *Jaurès et le réformisme révolutionnaire* », Paris, Seuil, 2014

Discutant-e : **Alexandre FERNANDEZ**, Professeur d'Histoire Contemporaine, Université de Bordeaux-Montaigne

Mardi 5 décembre – en soirée, Salle de conférence
17 Rue Furtado à Bordeaux (près de la gare Saint Jean)

18h00-20h30 le Mouvement de la Paix de Gironde accueillera Daniel DURAND pour une Conférence-Débat au siège du Pcf33 Salle des Conférences, 17 Rue Furtado à Bordeaux.

« Ukraine , Palestine-Israël et autres conflits :

comment obtenir la paix ?

Quelles solutions pour la paix

et la sécurité internationale des peuples ? »



Les guerres se multiplient dans le monde : Ukraine, Caucase, Proche-Orient pour ne citer que les plus récentes. Les conflits armés avec leur lot de morts, de destructions, de déplacements de population sont une impasse pour tous les peuples. Il est urgent de tout faire du point de vue international, au travers de l'ONU en particulier, pour empêcher une nouvelle aggravation de la situation internationale.

(*) « *La paix, c'est mon droit ! 21e siècle, vers la guerre ou vers la paix ?* », 2023 - BoD éditeur

Discutant-e : **Jean-Jacques BORDES**, Ex-consultant du groupe SECAFI, Militant politique, **Florent VIGUIE**, enseignant de Lettres et Littérature, Metteur en scène, écrivain

09h00-09h50: Roland PFEFFERKORN, Sociologue, « *Dévolement de la laïcité* », (Visioconférence)



Je reviendrai sur l'histoire de la laïcité. Les lois laïques scolaires (1882 et 1886) concernent la puissance publique, elles consacrent la laïcité des programmes, des personnels et des bâtiments. La séparation des Eglises et de l'Etat, l'affirmation de la liberté de conscience et de l'égalité entre croyants et non-croyants sont le cœur de la loi de 1905. Pour autant la politique laïque comportait des points aveugles : pas de laïcité dans les colonies, les femmes exclues du vote et scolarisées à part, un seul élève du primaire sur 2000 passe dans l'enseignement secondaire avant 1914. Les XX^e et XXI^e siècle voient se multiplier les accommodements et arrangements avec l'Eglise catholique et jusqu'à ce jour les lois laïques historiques ne s'appliquent pas en Alsace et en Moselle. Désormais c'est une laïcité identitaire et discriminatoire qui est promue.

(*) « *Laïcité : une aspiration émancipatrice dévoyée* », Paris, Syllepse, 2022

Roland PFEFFERKORN est professeur émérite de sociologie à l'université de Strasbourg et chercheur au Laboratoire interdisciplinaire en études culturelles, LinCS, UMR 7069 (CNRS, Unistra). Il est par ailleurs corédacteur en chef de la revue *Raison présente* :

<https://www.cairn.info/revue-raison-presente.htm>

Discutant-e : **Michel ALLEMANDOU**, Metteur en scène, Ligue de l'enseignement.

10h00-10h50: Pierre CRETOIS, Philosophe, Université Bordeaux-Montaigne, « *La copossession du monde* », (Présentiel)



« La propriété ou le chaos ! » s'écrient en chœur les thuriféraires de l'ordre propriétaire. Parce que, disent-ils, la propriété sépare le tien et le mien, elle protège la liberté individuelle et assure l'harmonie sociale. Condition de l'échange, elle fonde l'activité économique et favorise l'enrichissement collectif. À les écouter, elle n'aurait que des vertus. C'est faire peu de cas de ses funestes conséquences – la pollution et l'épuisement des ressources naturelles, par exemple –, mais c'est aussi abandonner au marché des questions qui devraient relever de la délibération politique.

Or, cet ouvrage le démontre, l'intérêt économique ne se confond pas avec le bien commun. Pour endiguer le creusement des inégalités sociales et la destruction de la planète, on ne peut s'en remettre aux chimères du tout-marché ou de la démocratie de consommateurs. Un radical changement de perspective s'impose : il faut défendre des principes autonomes de justice pour remettre la propriété à sa place et l'envisager non plus comme le socle de la vie en communauté mais, au contraire, comme une modalité du commun intégrant les droits d'autrui et ceux des générations futures.

(*) « *La copossession du monde : vers la fin de l'ordre propriétaire* » aux éditions Amsterdam 2023 ; « *La part commune. En finir avec la propriété privée* », Paris, Editions Amsterdam, 2020
Discutant-e :

11h00-11h50: Michel BARRILLON, économiste, « *DU BON USAGE DE SIMONE WEIL EN TEMPS TRÈS, TRÈS INCERTAINS* », (Présentiel)



« Si nous devons périr dans les batailles futures, faisons de notre mieux pour nous préparer à périr avec une vue claire du monde que nous abandonnons. »

Simone Weil, « Perspectives » (1933)

Il y a 80 ans, le 24 août 1943, Simone Weil mourait en Angleterre à l'âge de 34 ans. En dépit de la brièveté de son existence – une « vie de philosophe » au cours laquelle elle n'eut de cesse de mettre en accord ses actes et ses idées –, elle laissait un œuvre importante dont la publication intégrale devrait nécessiter une quinzaine de volumes. Dans nombre de ses écrits, elle fait part des réflexions que lui inspire la pensée de Marx, en respectant le principe posé par le philosophe Alain : « *ce n'est pas hors d'une limite qu'on dépasse le maître, mais au-dedans de sa pensée.* »

Elle rejette tout ce qui, chez Marx et les marxistes, revêt un aspect « religieux » : sa théorie de l'histoire, le culte des forces productives, le matérialisme dialectique, la mission historique du prolétariat, la conception de la liberté... Et elle ne retient en définitive que le matérialisme historique, non comme théorie générale de la société, mais comme « méthode », une méthode qui postule que « l'existence sociale est déterminée par les rapports entre l'homme et la nature établis par la production ».

Elle applique cette méthode pour examiner le problème suivant : au regard de l'état actuel de la société – une société dont elle disait à la veille de mourir : « il semble difficile d'aller beaucoup plus loin dans le sens du mal que la société moderne » –, qu'est-ce qui s'oppose à l'instauration d'« une société d'hommes libres, égaux et frères », et quel chemin suivre pour s'en approcher le plus possible ? Les changements majeurs survenus depuis la mort de Marx dans la structure du capitalisme industriel, la conduisent à se focaliser sur la catégorie sociale des cadres, ingénieurs, directeurs d'entreprise, et moins sur l'exploitation des ouvriers que sur l'oppression qu'ils subissent dès qu'ils franchissent le seuil de l'usine : c'est une forme particulière d'oppression sociale qu'elle nomme « oppression par la fonction ». Cette oppression, exercée par le machinisme et l'organisation rationnelle du travail industriel, est orchestrée par « ceux qui disposent des machines » auxquelles ils soumettent les ouvriers.

Elle tire de cette étude la conclusion qu'il ne saurait y avoir de « révolution sociale » sans le préalable d'une « révolution technique ». Elle écarte donc le scénario révolutionnaire « classique », et explore la voie du « réformisme » dont elle ne tarde pas à se rendre compte qu'elle est tout aussi illusoire. Sa quête aboutit donc à une impasse...

La question est de savoir si, aujourd'hui, l'application de la méthode matérialiste mènerait au même constat, en dépit ou à cause des changements technologiques qui, depuis la fin de la

seconde guerre mondiale, ont bouleversé notre monde, nos modes de production et de vie. Et dans l'affirmative, il s'agit de s'interroger sur la possibilité de sortir de l'impasse...

Discutant-e : Bernard TRAIMOND, Professeur émérite d'Anthropologie, Université de Bordeaux

Mercredi 6 décembre – après-midi (Salle des Actes 1^{er} étage Bât. Administration)

14h00-14h50: *Nicolas TARDITS, doctorant en science politique, « Les prémices du suffrage universel et de son fonctionnement sous le Second Empire. », (Présentiel)*



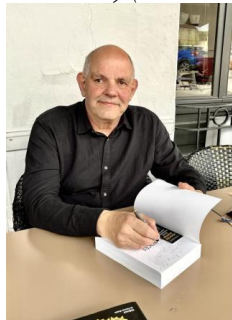
L'objectif étant de renverser l'évidente association entre citoyenneté et démocratie en questionnant l'usage fait du suffrage "universel" dans un système politique oligarchique. Je peux revenir sur son application et donc, sa domestication par la force et par le jeu sur les règles. Toutefois, pour dépasser ce simple constat de contrôle, je peux présenter l'usage fait de l'élection par le pouvoir exécutif bourgeois en questionnant ce qui est aujourd'hui routinisé à savoir : l'entreprise politique visant à essentialiser et personnaliser l'expression du "peuple". Cela se fait par la mise en scène de la victoire électorale mais aussi dans les différents discours alléguant le suffrage pour légitimer la place unique de chef d'Etat. Il s'agit donc de traiter l'usage de la citoyenneté non pour le pouvoir de tous mais pour la gouvernance d'un seul : le vote comme ratification politique d'un ordre social et non plus comme entreprise de délégation ou de représentation. Autrement dit, saisir le lien entre citoyenneté et démocratie en étudiant, sous le Second Empire, les conditions de son renversement de sens historique qui ne semble pas, encore aujourd'hui, complètement désuet.

(*) Codirection du numéro 411 de La Pensée : **Parlements et autoritarismes**

Et publication en 2021 du chapitre d'ouvrage : « **Le consentement législatif en régime autoritaire. Domination politique et recomposition parlementaire sous le Second Empire** », dans : Maya Collombon et Lilian Mathieu (dir.), **Dynamiques des tournants autoritaires**

Discutant-e :

15h00-15h50: *Jean-Marie MATISSON, délégué régional Unité Laïque, « L'universel et la liberté », (Visioconférence)*



Je suis un citoyen de l'universel et je n'ai qu'un seul pays "La Liberté". "La laïcité, pas une arme, un bouclier" et "la Laïcité n'est pas une opinion, c'est la liberté d'en avoir une". La Laïcité, c'est simple, inutile de la compliquer ou de lui coller un adjectif. Elle vise l'intérêt général de la République et non des intérêts particuliers. C'est d'abord un principe de stricte égalité des citoyens quelles que soient leurs origines. C'est ensuite une philosophie basée sur

les Droits de l'homme et du citoyen. De la même façon que le Juif est le baromètre de l'Histoire, la femme est le baromètre de la Laïcité, s'en prendre à eux, c'est s'en prendre à l'Humanité et à l'universel. Voici deux phares de la laïcité qui permettent de rester dans les rails de la République. La laïcité est universelle, se servir d'elle pour rejeter une partie de la population est en fait du fascisme... Elle constitue, encore aujourd'hui, le fondement indispensable de l'harmonie sociale et de l'unité de la nation. En défendant le droit absolu à la liberté de conscience, à la liberté d'expression et au libre choix, la laïcité contribue à la construction d'un humanisme moderne qui donne à chaque femme et à chaque homme un accès égal aux connaissances et aux responsabilités.

(*) « *Le procès de Papon ou Le procès de Vichy* », éditions La Lauze, 2020

Discutant-e :

16h00-16h50: *André ROSEVEGUE, animateur de l'UJFP-Aquitaine, Talence, « Démocratie et colonialisme », (Présentiel)*



Dans l'univers politique français, l'idée de démocratie reste le plus souvent liée à l'idée d'élections libres et de séparation des pouvoirs. S'est progressivement imposée l'idée que les femmes devaient être à égalité comme électrices, et plus récemment parmi les élu.es.

Et devant l'accroissement vertigineux des inégalités la question d'une démocratie sociale vient dans le débat, même sans franche remise en cause du capitalisme. Pourtant, les républiques successives sont considérées comme démocratiques alors même que la troisième a été période de colonisation accrue, la quatrième période de décolonisation subie, la cinquième période de combinaison du maintien de la possession des confettis de l'Empire et de la tentative de maintien d'une domination de l'ancien domaine colonial (la Françafrique en particulier, aujourd'hui chahutée). Mais qu'est-ce qu'une démocratie coloniale ? Qu'est-ce qu'une « démocratie » qui pour maintenir le mythe de l'égalité des citoyens doit par définition refuser le statut de citoyens aux colonisés ? Qu'est-ce qu'une démocratie structurellement raciste ? Comment peut-on véritablement la décoloniser ? J'essaierai modestement d'approcher le sujet pour la France, et je prendrai quelques exemples étrangers. Peut-être la « démocratie » de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Peut-être des démocraties confrontées aux peuples « indigènes », « premiers ». Et puis Israël, « la seule démocratie du Moyen-orient »

(*) « *Portraits de Juifs antisionistes en France* », UJFP, Edition Syllepse, 2022.

Discutant-e :

17h00-17h50: *Jacques BIDE, Philosophe, « La classe populaire peut-elle gouverner ? », (Visioconférence),*



L'histoire des partis anticapitalistes montre que la classe populaire ne peut s'organiser politiquement qu'en association avec une certaine élite compétente, qui a ses raisons propres de résister à l'emprise du capital, mais qui n'envisage une telle alliance que pour en prendre la direction. Je parlerai notamment des Partis Uniques, qui sont des révélateurs de la forme-parti.

Et des perspectives contrastées de Gramsci et Althusser. Après l'échec des partis, l'organisation en forme de mouvement reconduit les mêmes processus. Je m'attacherai particulièrement aux théories de Laclau et Mouffe et à leurs relations avec les pratiques de LFI. Face au déferlement mondial du néolibéralisme, l'idée d'une politique conduite sous l'hégémonie de la classe populaire ne serait-elle qu'une utopie ? À mesure que l'on avance sur le chemin du désastre écologique, commence à s'affirmer une « Nation-monde », qui se dresse contre « L'État-monde » de classe et un « Système-monde inégal » destructeurs de la vie sur la planète. Mais ce n'est qu'en engageant une solidarité plus large, un « Soulèvement de la Terre » que le commun du peuple du monde pourra écarter la catastrophe finale.

(*) « *La classe populaire peut-elle gouverner ?* », Editions Syllepse, 2023

Discutant-e :

18h00-18h50: Pierre ZARKA, Homme Politique, Ex-Directeur de l'Humanité, Comité de rédaction de Cerises la coopérative- mensuel en ligne, « *La République et la démocratie : une relation tourmentée.* », (Visioconférence)



Nous abordons la République comme si ses fondements allaient de soi. Que parmi les fondateurs de la IIIème du nom, se trouvent des monarchistes comme Thiers incite à y regarder de près. Sa conception est traversée par les contradictions inhérentes au développement de la bourgeoisie et des classes populaires. Cela se retrouve entre suprématie de l'Etat et ce que l'on peut de manière un peu anachronique qualifier d'autogestionnaire : la constitution de l'AN II 1793, la Commune de 1871. La défaite de la Commune a rendu le mouvement ouvrier perméable à un parlementarisme qui a finalement dominé lors de la constitution des IIde, III et IVème Internationale. La normalité inclue l'inutilité de la conflictualité, renvoi le rôle politique du peuple aux seules élections. Or aujourd'hui, l'évolution de la société porte au contraire l'aspiration à maîtriser son devenir et le cours des choses.

<https://ceriseslacooperative.info/>

(*) « *Oser la vraie rupture : Gauche année zéro* », Paris, L'Archipel, avril 2011

Discutant-e :

19h00-19h50: Annie LECHENET, maîtresse de conférences en philosophie à l'Université de Lyon, « *Si la république est discussion, quels sont les éléments et conditions de cette discussion, ou comment penser un pluriversalisme porteur d'avancées démocratiques* », (Présentiel)



Nous ne pouvons ignorer que l'universalisme sur lequel se sont appuyés traditionnellement aussi bien l'internationalisme des luttes anticapitalistes que les luttes féministes dans leur renouveau depuis les années 1970, cet universalisme est vivement contesté dans les mouvements des luttes qui se revendiquent comme « décoloniales ».

En prenant au sérieux ces critiques, je propose de revenir sur les idées qui font de la discussion le cœur de la pratique républicaine, d'Aristote à Habermas, en passant par Jefferson (trop vaste, mais juste dégager les idées principales). Ceci permettrait de poser :

- Discuter *seulement* de droits s'est toujours avéré un leurre libéral.

L'objet de la discussion doit inclure le statut et les limites de la propriété (Jefferson, affirmant ceci contre le libéral Madison, et affirmant de là que la république ne peut exister que si elle est l'expression et le support d'une société démocratique, voir aussi Pierre Crétois), inclure plus généralement les rapports sociaux dans leur ensemble, y compris les rapports sociaux de sexes, les questions de reconnaissance, de « cultures », qui sont les questions soulevées par la pensée décoloniale, etc... (voir ici Fischbach, analysant la conception selon laquelle les rapports politiques dérivent des rapports sociaux). Si la discussion est réelle, les questionnements et les réponses sont réellement remaniés.

- Mais cette discussion qui inclut les revendications formulées du point de vue de différentes cultures ne peut cependant déboucher sur un relativisme où tout se vaudrait, et demeurerait séparé. Il faut donc aussi analyser comment les principes et les objectifs de la discussion demeurent formulés selon les idéaux de liberté, d'égalité, de solidarité et de démocratie (ex : Amyarta Sen, *La démocratie des autres*), et sous le contrôle des « principes éthiques universels, et donc [de] l'universalité d'une raison éthique qui, tout en critiquant les excès de la raison moderne occidentale, vise une universalité autre, nommée par Dussel « le pluriversalisme transmoderne ». (Fatima Hurtado Lopez, « Vers un pluriversalisme transmoderne et décolonial », 2023 ; Césaire, « Lettre à Maurice Thorez », 1956, et *Discours sur le colonialisme* ; Enrique Dussel, *L'occultation de l'autre*, 1992).

Cette contribution reste purement (trop ?) théorique, elle ne vise qu'à donner quelques outils de concepts et d'idées.

(*) « *Jefferson-Madison, Un débat sur la République.* », Paris : PUF, 2003, collections « Philosophies »

Discutant-e :

Jeudi 7 Décembre – Matin (Salle des Actes 1^{er} étage Bât. Administration)

09h00-09h50: *Michel CABANNES*, économiste, Université de Bordeaux, « *Les défis de la non croissance pour les politiques de transformation sociale* », (Présentiel)



La contrainte de l'impératif écologique, en l'absence de croissance verte, crée de sérieux défis pour les politiques de transformation sociale. Sans valider les politiques d'austérité mises en œuvre, cela heurte l'attachement traditionnel de la gauche à l'accélération macroéconomique du fait de ses avantages politiques et économiques. Cela oblige en contrepartie à une nouvelle radicalité dans les priorités publiques, incluant une plus forte réduction des inégalités par baisse des revenus du capital et des plus riches, une hiérarchisation entre les besoins au détriment des besoins non essentiels et la priorité à la réduction du temps de travail sur l'extension de la consommation. Cela nécessite une forte dose de volontarisme public avec

soutien politique et implication sociétale, incompatible avec l'hégémonie du capitalisme néolibéral.

(*) « *La gauche à l'épreuve du néolibéralisme* », Le Bord de l'eau, coll. « L'économie encastrée », 2015,

Discutant-e :

10h00-10h50: Sébastien LABORDE, Enseignant, Elu Départemental, Militant politique, « *Quel rôle de l'école dans un projet de société transformateur ?* », (Présentiel)



L'école est depuis 2 décennies la cible des libéraux qui poursuivent l'objectif de façonner une école publique qui réponde aux besoins du capital en crise. C'est le processus de Bologne pour l'enseignement supérieur, ce sont les mesures, projets de loi, décrets successifs depuis le début des années 2000 pour l'enseignement primaire et secondaire.

L'école a toujours été un lieu de l'affrontement de classe. La massification de l'enseignement secondaire et du supérieur s'est assortie de la création de filières courtes fournissant au patronat une main d'œuvre formée et employable rapidement. Aujourd'hui, la crise du Capital conduit les libéraux à accélérer la transformation de l'école publique. Quel projet émancipateur pour une école de la réussite de tous les élèves ? Quelle école de la République pour relever les défis sociaux, environnementaux, démocratiques qui se posent aujourd'hui ? quelques pistes de réflexion et de travail pour aujourd'hui et demain.

(*) www.sebastienlaborde.fr

Discutant-e : Florent VIGUIE, enseignant de Lettres et Littérature, Metteur en scène, écrivain

11h00-12h00: Lena RAUD, Secrétaire nationale des Etudiants Communistes, « *l'ESR pour toutes et tous, un enjeu démocratique et d'émancipation* », (Visioconférence)



Depuis la massification de l'enseignement supérieur, le passage du lycée à l'université est vu sous le prisme de la sélection.

D'une part, l'absence de planification des besoins en places mais aussi en création de nouvelles filières répondant aux besoins de la société a provoqué un élargissement de l'offre privé de l'enseignement supérieur et l'augmentation de sa fréquentation.

D'autre part, le manque de ressources allouées aux jeunes en études supérieures a créé un fossé entre enfants des classes sociales supérieures présentes en masse dans l'enseignement supérieur et enfants des classes sociales travailleuses, précaires, absente de l'ESR.

Dans un objectif commun de partage et de création des savoirs nous devons repenser l'enseignement supérieur comme un outil pour l'émancipation de tous et toutes mais aussi pour la société dans son ensemble.

Si nous voulons répondre aux défis économiques, sociaux et écologiques qui nous attendent, nous devons transformer notre ESR dans un sens plus démocratique et ouvert au plus grand nombre.

Discutant-e :

Jeudi 7 Décembre – Après-midi (Salle des Actes 1^{er} étage Bât. Administration)

14h00-14h50: *Jean QUERBES, Ingénieur Agronome, ancien élu Pcf, « Cuba : construction, réalités et questionnements d'une démocratie socialiste agressée par les USA », (Présentiel)*



La démocratie socialiste cubaine est une réalité en construction dans un contexte historique de conquête de l'indépendance d'un pays et de souveraineté d'un peuple, dans une confrontation avec la démocratie étasunienne proclamée comme « modèle » et dont la démocratie cubaine devient internationalement l'antithèse.

Dans une démarche originale, inspirée par l'Histoire, les pensées marxistes et marxistes et tracé par les expérimentations, les succès, les échecs, les rectifications, la démocratie socialiste va se doter d'institutions centrées sur une souveraineté populaire s'exerçant sur un espace public élargie visant un socialisme « durable et prospère », et donc la clef du développement (ou des reculs) va être la participation de la population.

(*) « *Cienfuegos, une ville cubaine fondée par des Bordelais !* », *Les Dossiers d'Aquitaine*, 2019

Discutant-e :

15h00-15h50: *Philippe BRUNET, Professeur émérite de Sociologie à l'Université Gustave Eiffel de Marne la Vallée, « Citoyenneté en science : quelques questions et enseignements à propos du biohacking : le cas de La Paillasse en France », (Présentiel)*



Enquêter sur le biohacking et en comprendre l'intérêt sociologique revient nécessairement à s'interroger sur la dimension critique de la science instituée dont il est porteur. En cela il constitue une petite part d'un vaste mouvement international (touchant essentiellement les pays capitalistes développés), très hétéroclite dans sa constitution, qui entend concerner un grand nombre de pratiques professionnelles : le « do it yourself » ou, dit autrement : fais-le toi-même. Il ambitionne une reconquête des pouvoirs d'agir par tous et pour tous. En ce sens, il inclut une dimension politique revendiquant une citoyenneté à travers l'autonomie des pratiques. Dans une certaine mesure, c'est le cas du biohacking qui entend faire de la science « autrement ». Est-ce bien le cas cependant ? Dans les faits, l'ambition affichée est-elle avérée ? Quelle consistance prendrait alors cet « autrement » ? Quelles en sont ses limites ? Au fond, de quoi le biohacking est-il le nom ? Mon propos et mes interrogations seront étayés par un travail d'enquête que j'ai conduit sur plusieurs années dans un lieu parisien aujourd'hui

disparu : *La Paillasse*. Il s'est précisément revendiqué comme le « référent » français de ce mouvement.

Dans un premier temps, je préciserai rapidement ce qu'il en est du biohacking et du rapport que ses thuriféraires défendent du point de vue de ce que l'on pourrait nommer une « citoyenneté scientifique ». Dans un second temps, je présenterai un certain nombre de résultats non encore achevés de mon enquête sur ce rapport qui permettront, dans un troisième et dernier temps d'en tirer quelques enseignements et hypothèses.

(*) « *De la science à l'industrie : Cellules souches embryonnaires et biotechnologies en France* », Edition Quae, 2019

Discutant-e :

16h00-16h50: Jean BRICMONT, *Physicien et essayiste, Professeur émérite de physique théorique à l'université catholique de Louvain et membre depuis 2004 de l'Académie royale de Belgique*, « *Le sionisme, la gauche et la France.* », (Visioconférence)



Partant du constat que le sionisme est une idéologie nationaliste ethnico-religieuse, qui n'a rien de progressiste, rien de rationnel, rien de socialiste ou de communiste et qui n'a rien à voir avec une quelconque forme de nationalisme français, comment se fait-il qu'elle ait une telle influence dans des milieux qui se pensent progressistes et/ou nationalistes?

La réponse repose sur des décennies de culpabilisation à propos de l'holocauste et d'intimidation au nom de la « lutte contre l'antisémitisme ». L'exposé se concentrera sur une critique systématique de ces mécanismes.

(*) « *Comprendre la physique quantique* », éd. Odile Jacob, 2020 ; « *Impostures intellectuelles* » d'Alan Sokal et Jean Bricmont, éd. Odile Jacob, 1997.

Discutant-e :

17h00-17h50: Alexandre FERNANDEZ, *Professeur d'Histoire contemporaine, Université Bordeaux-Montaigne*, « *La République et l'histoire universelle* », (Présentiel)



Le propos est de soumettre à l'analyse et à la réflexion, comme historien et comme marxiste, les troublantes séductions que les diverses formes d'expression de l'*anti-universalisme* exercent dans le camp politique de ceux qui, il n'y a pas si longtemps encore, se réclamaient pour la plupart du *progressisme*. A ce titre, les attendus du colloque nous invitant « à mettre en chantier » la République, l'exposé invitera à penser la proclamation de la *République française*, le 21 septembre 1792, comme expression d'un dépassement (ou d'une tentative de dépassement plutôt) des contradictions portées par ce qu'il est convenu de nommer les Lumières du XVIII^e siècle (incontestable progrès de la raison depuis le XVII^e siècle/établissement d'un nouvel ordre social au service d'une nouvelle classe possédante). La

République n'étant point ici ni simple technique de gouvernement pour un temps donné, ni simplement adéquate pour un (ou deux ou trois) peuple ou nation, mais bien un progrès de l'esprit humain, il s'agira de montrer que défendre la raison historique c'est défendre la République social(iste) : en somme un programme pour l'humanité...

Discutant-e : Dominique PINSOLLE, Président de l'IAES, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Bordeaux-Montaigne

Jeudi 7 décembre – en soirée, Salle de conférence
--

17 Rue Furtado à Bordeaux (près de la gare Saint Jean)

19h00-21h30 Conférence/Débat coorganisée avec FAL33 avec **Maurice LEMOINE**, Journaliste, « *Gauches latino-américaines et européennes : la fracture* », (Présentiel), salle des conférences du Pcf33 17 Rue Furtado à Bordeaux



Que reste-t-il de l'internationalisme ? Que reste-t-il des réflexes anti-impérialistes ? Les gauches européennes et entre autres françaises comprennent-elles encore les enjeux des crises et des résistances latino-américaines ? La fracture « Sud global » - « Occident collectif » englobe-t-elle désormais les forces progressistes, des deux côtés de l'océan ?

(*) « *Juanito la vermine, roi du Venezuela* », Le Temps des Cerises, 2023.

Discutant-e : Gloria VERGES, Enseignante, animatrice de France Amérique Latine Gironde

Vendredi 8 Décembre- Matin (Salle des Actes 1^{er} étage Bât. Administration)
--

09h00-09h50: **Robert PIERRON**, socio-économiste, ancien conseiller technique au conseil régional d'Aquitaine et ancien chercheur associé en science sociale, « *Les questions d'emploi, de formation professionnelle et d'orientation : trois défis historiques pour la République en chantier dans un contexte d'exacerbation des clivages de classe* », (Présentiel)



Les trois angles de l'emploi, de la formation et de l'orientation seront abordés au cours d'une intervention témoignage reposant sur l'exercice de différentes fonctions d'études et de recherches intéressant globalement le développement économique et social régional. Mais finalement, le centre de gravité permanent de celles-ci se situe sans doute autour des formations professionnelles. Partant des questions récurrentes soulevées par les trois angles et périodes d'approche correspondant à plus de 40 ans de vie professionnelle, l'intervenant se

propose de contribuer à un débat appelé à déboucher sur un écrit synthétique ultérieur substantiel portant sur trois constats :

- 1°) les **relations fortes** (cf. dialectique négative du progrès par exemple vers des formes multiples de déqualification) **entre évolution économique et structure des classes**, mais aussi les casse-têtes (assortis d'apories) des déséquilibres territoriaux, de la crise écologique etc... ;

- 2°) la **différence fondamentale entre égalité des « chances » et égalité des possibles**, dans le cadre d'une communication fallacieuse fondée sur un biais méthodologique néo-libéral qu'illustre l'exemple présent très récent d'une référence vide d'Emmanuel Macron aux inégalités que le système éducatif ne réduit pas, constat non exempt de présupposés à l'opposé de la thèse bourdieusienne d'origine ;

- 3°) l'**insuffisance de l'éducation aux choix d'orientation**, aux antipodes de la recherche d'une articulation équilibrée des réussites individuelles et/ou collectives, pour promouvoir le primat d'une réussite individuelle essentiellement fondée sur la concurrence, charrié par l'arrière-plan idéologique de la loi du 8 septembre 2018 « sur la liberté de choisir son avenir professionnel ».

A titre indicatif, dernière publication importante dans le champ :

(*) *L'économie verte : rupture ou adaptation de la formation et de l'emploi ?* – Dossier constituant le N° 136-3 de la revue *Formation Emploi*, 2016, Marseille, Paris, éditée par le Céreq à La documentation Française, 210p., Introduction et Codirection par Patrice Cayre et Robert Pierron.

Discutant-e :

10h05-10h55: Florian GULLI, Professeur Agrégé de Philosophie à Besançon, « *Contradictions et limites de la critique de l'universalisme* », (Visioconférence)



L'universalisme est devenue un gros mot dans certains segments de la gauche et de l'antiracisme. Il serait synonyme d'uniformisation du monde, de domination coloniale, d'impérialisme "blanc", etc.

L'intervention a pour objectif de montrer les limites de ces critiques. Elles constituent une rupture avec une grande partie de la tradition antiraciste et anticoloniale, de Toussaint Louverture à Nelson Mandela, en passant par Martin Luther King et Thomas Sankara. De façon tout à fait paradoxale, ces critiques finissent par rejoindre la tradition anti-universaliste de la pensée réactionnaire européenne... Elles peuvent même finir par servir de justifications idéologiques aux pratiques les plus inégalitaires.

(*) « *L'antiracisme trahi - Défense de l'universel* », PUF, Nov. 2022 ; « *CRL James, Racisme et lutte de classe* », PUFC, 2022.

Discutant-e : **Sophie ELORRI**, Militante Mutualiste

11h05-11h55: Ollivier JOULIN, Magistrat, membre du syndicat de la magistrature, « *Faut-il dissoudre le syndicat de la magistrature en répression de sa participation à la fête de*

l'humanité ? ou l'inconvenance pour un magistrat de porter intérêt au mouvement social ! », (Présentiel)



Le syndicat de la magistrature, né en 1968 entend par ses statuts s'inscrire dans le mouvement social – il a pu s'allier aux élections professionnelles à la CGT – et prendre dès l'origine le statut de syndicat (il n'y avait alors que des « associations professionnelles » qui n'avaient jamais osées se prétendre syndicales), le syndicat a pu ainsi organiser ponctuellement des mouvements de grève, développer une pensée critique sur les textes répressifs ou attentatoires aux droits des étrangers, des locataires, des emprunteurs, par exemple. A ce titre le syndicat a travaillé avec ATTAC, la LDH, le GISTI, l'ANAFÉ, notamment. Il a pu aussi publier quelques manuels (pour le manifestant arrêté, pour les droits de l'étranger) promouvant la conquête de droits et plus particulièrement de droits fondamentaux : droit au logement, droit à une vie familiale, liberté d'expression, liberté de manifester.

La remise en cause, voire la volonté d'interdiction du syndicat de la magistrature s'inscrit dans une tendance promue par l'extrême droite et reprise par des hommes politiques qui se disent attachés à la République. Au-delà de cette mise en cause c'est la volonté de ruiner le mouvement social d'un de ses modes d'expression.

*Discutant-e : **Raymond BLET**, Avocat retraité du barreau de Bordeaux*

Vendredi 8 Décembre- Après-midi (Salle des Actes 1^{er} étage Bât. Administration)

14h00-14h50: **Thierry BRUGVIN**, Psychosociologue de l'Université de Besançon, Laboratoire Logique de l'Agir Besançon et LIPHA Paris Est, « **Les alternatives à la démocratie représentative** », (Présentiel)



Pour renforcer la démocratie, le 1er et principal niveau du pouvoir à transformer relève du système capitaliste. Ce dernier « gouverne » grâce à la domination des infrastructures économiques sur les superstructures (publiques et idéologiques...), comme le décrivait Marx.

Le 2e niveau consiste à démocratiser la régulation de la société en profondeur. Il faut en effet, éviter les excès du centralisme républicain, internationaliste ou mondialiste et de l'autre les excès du nationalisme xénophobe, égoïste et guerrier. La démocratisation du gouvernement national et du capitalisme permettrait de limiter considérablement le néocolonialisme économique et militaire.

Le 3e niveau de la démocratisation consiste dans les réformes plus classiques, du mode de décision par les élus.

- Elle consiste dans l'amélioration de la démocratie représentative (le non cumul des mandats, dans le temps et dans l'espace, le renforcement du pouvoir législatif sur l'exécutif (le parlement sur le gouvernement), l'élection à la proportionnelle pondérée, l'accroissement des mandats impératifs...),
- le développement de la démocratie participative (budget participatif, participation citoyenne, création d'une chambre des associations citoyennes au parlement...),
- de la démocratie directe (avec les référendums en particulier), de la démocratie par tirage à sort fondée de citoyen volontaire (par exemple pour élire les députés ou les conseils municipaux, mais pas le maire...).

Certaines de ses réformes supposeraient c'est-à-dire de créer une nouvelle constitution, avec des citoyens.

D'autres réformes sont encore nécessaires, telles que le respect de l'État de droit (par un renforcement de l'indépendance de la justice, grâce à une meilleure séparation des pouvoirs et un accroissement des moyens financiers), une plus grande transparence financière des entreprises, des biens des classes des élites économiques et des pouvoirs publics, l'abolition des paradis fiscaux...

Discutant-e : Roger SALAMON, Professeur émérite en Santé Publique, Université de Bordeaux

15h00-15h50: Michel DUCOM, Poète, Militant de l'Education Nouvelle, GFEN, « Défendre la République commence au cœur des pratiques scolaires. », (Présentiel)



L'éducation fonctionne avec des impensés qui sont de terribles attaques contre la démocratie, et ce qui semble être de bonnes idées introduisent souvent des habitudes de repli sur soi et de soumission. Défendre la République commence au cœur des pratiques scolaires.

Discutant-e :

16h00-16h50: Baptiste GIRAUD, Maître de conférences en science politique, « Les enjeux de la Démocratie Sociale », (Visioconférence)



Depuis vingt ans, la négociation d'entreprise est promue comme le nouveau levier de construction du compromis salarial. Avec les transformations du capitalisme, des règles de la négociation et l'affaiblissement des syndicats, le dialogue social en entreprise n'a pourtant sans doute jamais été aussi déséquilibré. De fait, en combinant analyse statistique et enquêtes de terrain, cet ouvrage donne à voir la manière dont les salariés et leurs représentants ont été partout mis sous pression dans leur capacité à négocier les conditions de leur engagement dans le travail. Il met cependant aussi évidence comment varient en fonction des contextes d'entreprise et de la présence syndicale, les formes de la domination patronale, de la représentation du personnel et la nature des compromis qui y sont négociés. En analysant la

crise du compromis salarial, cet ouvrage s'attache en particulier à penser ensemble les métamorphoses du syndicalisme, du capitalisme et de ses modes de régulation.

(*) « *Un compromis salarial en crise. Que reste-t-il à négocier dans les entreprises ?* », éditions du croquant, Aout 2023

Discutant-e :

17h00-17h50: Fabien TARRIT, Maître de conférences HDR en économie, Université de Reims Champagne-Ardenne, « *Marx, Sen et la liberté réelle* », (Présentiel)



L'approche d'Amartya Sen est souvent associée à celle de John Rawls dans leur critique commune de l'utilitarisme, l'inscrivant ainsi dans le champ de l'égalitarisme libéral. Or, il s'en éloigne dans *L'Idée de justice* (2009) en adressant à ce courant un reproche similaire à celui que Karl Marx adressait aux socialistes utopiques : faire l'économie de s'appuyer sur les contradictions du présent pour construire le futur. Au contraire la notion de capacité qu'il développe ne correspond pas tant à un objectif à atteindre qu'à un point de repère pour évaluer des situations. Ainsi, Sen considère la liberté réelle de l'individu, c'est-à-dire l'ensemble de ses choix de vie plutôt que les moyens dont il/elle dispose. L'exercice de la capacité correspond ainsi pour un individu à la réalisation de soi à travers son activité. Il s'agirait de remplacer la domination des circonstances et de la chance sur les individus par la domination des individus sur la chance et les circonstances, ce qui renvoie à la discussion marxienne sur la domination de la nature par l'homme. Ainsi, le mot d'ordre « à chacun selon son mérite » et le mot d'ordre marxien « à chacun selon ses besoins » sont réconciliés, et les capacités de Sen paraissent compatibles avec la théorie marxienne de l'aliénation.

(*) « *G. A. Cohen : Sauver l'égalité* », par **FABIEN TARRIT & PIERRE-ÉTIENNE VANDAMME**, 2023, Editions Michalon, *Le bien commun*.

Discutant-e :

Vendredi 8 décembre – en soirée, Salle de conférence
17 Rue Furtado à Bordeaux (près de la gare Saint Jean)

19h00-19h50 : Hülliya TURAN, Adjointe Mairie de Strasbourg, Conseillère Régionale, Militante politique, « *La République et les quartiers populaires* », (Visioconférence)



La République doit garantir à chaque citoyen·ne, chaque résident·e, une protection pour vivre dignement. Le triptyque républicain Liberté, Égalité, Fraternité n'est-il pas d'ailleurs la promesse du respect du peuple souverain conjuguée à celui des singularités ? Loin du discours des droits et des devoirs, qui de fait pose un postulat de conditionnalité à la citoyenneté, la République est porteuse d'émancipation. Pacte d'union, ce contrat social fait autorité

uniquement si chaque individu trouve une place à égalité des autres. Qu'en est-il de cette vision idéale de la République, de cette promesse de la Révolution Française dont la 1ère application a fait naître, durant 72 jours, la Commune de Paris, une expérience d'égalité réelle de droits et porteuse d'espérances partout dans le monde ? La France, pays des Droits de l'Humain, modèle en matière de services publics, de droits sociaux, est aujourd'hui affaiblie par de multiples contre-réformes. Les politiques néolibérales se traduisent par la casse de tout l'arsenal garantissant la République une et indivisible, de même que la souveraineté populaire. Les travailleur·se·s, les retraité·e·s ou les personnes privées d'emploi, les femmes, les jeunes, les habitant·e·s des quartiers populaires sont frappé·e·s de plein fouet par les politiques d'austérité. Le chômage structurel et la désindustrialisation participent à la fracture sociale, à l'affaiblissement du tissu social et du collectif. Gilets jaunes, mobilisation massive contre la réforme des retraites, émeutes des jeunes cet été... Le malaise est profond, notamment dans les quartiers populaires. Ces mêmes quartiers, trop souvent réduits à la violence, au trafic de drogue, à l'insécurité, vivent aujourd'hui au quotidien ce que produit l'abandon des politiques gouvernementales. Comment exprimer et exercer concrètement sa citoyenneté lorsque la ségrégation socio-territoriale est devenue structurelle ? Comment faire de notre République, même imparfaite, une voie d'émancipation qui traverse les frontières créées par nos institutions ?

Discutant-e :

20h00-20h50 : Frédéric MELLIER, Elu Régional, Militant politique, « *Peuple et classes sociales* », (Présentiel)



Les mutations permanentes du capitalisme transforment le travail, et les couches sociales des différents pays dont le nôtre. En l'espace d'un siècle la grande majorité des travailleurs sont devenus des salariés. A l'intérieur même du salariat, sa répartition bouge.

Le sujet classe ouvrière qui a dominé pendant un siècle l'imaginaire politique de la gauche a perdu aujourd'hui de sa pertinence. Pourtant les questions de l'exploitation, de la domination et de l'aliénation restent des réalités prégnantes sans pourtant dégager un sujet politique identifiable. L'objet de l'intervention sera donc de dégrossir cette question qui est sans doute au cœur de projet transformateur d'envergure.

Discutant-e : Evelyne BROUZENG, Animatrice de l'émission *Polyphonie militante d'Espaces Marx* sur la Radio RIG

09h00-09h50: Yvon **QUINIOU**, Philosophe, « *L'idéologie et son pouvoir* », (Visioconférence)



Dans le cadre de la thématique complexe de cette rencontre et étant donnée l'actualité terrifiante du Moyen-Orient qui donne lieu à des interprétations **idéologiques** opposées et partiales, j'ai décidé d'aborder le concept d'idéologie tel que Marx l'a élaboré définitivement et d'une manière scientifique, c'est-à-dire non idéologique précisément. Je montrerai l'ampleur de son champ mais, surtout, je préciserai son statut : son origine et sa fonction historico-sociales. De ce dernier point de vue, elle peut être soit conservatrice sur la base d'idées reçues, majoritairement, mais aussi transformatrice, voire révolutionnaire quand elle s'appuie sur une conception scientifique et critique de la société. Mais elle suppose aussi des **valeurs**, sans quoi elle ne pourrait être critique et c'est en quoi l'idéologie communiste implique une dimension morale, même si Marx l'a dénié en partie. Plus largement, toute société suppose des valeurs idéologiques qui en constituent le ciment, comme Gramsci l'a bien signalé. C'est pourquoi il faut valoriser aussi cette notion, qui offre aux militants d'une cause progressiste un champ d'intervention décisif pour leur engagement actif.

(*) « *L'idéologie et son pouvoir* », L'Harmattan, 2023

Discutant-e :

10h00-10h50: Victor **LENY**, Ingénieur, « *Empreinte 2050 : un plan pour le climat et la justice sociale.* », (Présentiel)



"L'urgence est là. Planifier ou subir le changement climatique, voilà le carrefour auquel est arrivé l'humanité. Ce grand défi qu'est la lutte contre le changement climatique ne pourra être relevé que dans la justice sociale et la coopération internationale. Le plan climat pour la France, Empreinte 2050, vise la neutralité carbone à l'horizon 2050 pour respecter l'accord de Paris. Comme son nom l'indique, ce plan a également pour objectif de réduire notre empreinte carbone, c'est à dire les émissions liées à nos importations, car notre adversaire, les émissions de gaz à effets de serre, ne connaît pas les frontières. C'est une véritable originalité par rapport à d'autres scénarios existants. Ce plan travaillé par la commission nationale Écologie du PCF, des membres de la direction nationale et des militants issus de professions scientifiques, couvre une période allant jusqu'en 2050, et propose des transformations profondes des principaux secteurs émetteurs : transport, bâtiment, industrie et agriculture. Il

s'appuie sur la simulation développée par Victor Leny. Cette version préliminaire d'Empreinte 2050 est le point de départ d'une concertation la plus large possible au sein de la société française pour débattre des orientations et propositions qu'il contient."

Discutant-e :

11h00-11h50: Roland GORI, Psychanalyste, «La question du pouvoir », (Visioconférence)



La rationalité gouvernementale libérale s'est présentée toute entière comme un quadrillage normatif de plus en plus serré et dense des populations au nom de leur santé, de leur bien-être ou de leur sécurité. C'est ainsi qu'ont été progressivement créées et installées des institutions chargées de la protection et de la sécurité des individus en vue de les appareiller aux machines de production, de les mettre à disposition du marché et des exigences du travail. L'Etat moderne s'empare de l'ensemble du corps social, et il le fait non pour sauver les âmes, mais pour permettre le bonheur, le bien-être, la prospérité, l'ordre, la sécurité, la santé ou la justice.

Il n'y a aucun management dans la conduite des humains qui ne soit politique, et plus encore que toute manière de conduire les humains dans les différents secteurs d'une société – soin, éducation, entreprise, famille etc. – relève d'une microphysique du pouvoir. Ce micro-pouvoir est isomorphe à celui qui s'exerce au plus haut sommet de l'État. La relation de pouvoir émerge du tissu social qu'elle innerve en permanence par des dispositifs de transmission, de disciplines et de domination. A notre époque ces relations de pouvoir sont bien souvent disséminées dans des institutions sociales et culturelles, comme l'école ou l'hôpital ou l'entreprise, où elles assurent des fonctions de contrôle, de surveillance et de normalisation des conduites. C'est la raison pour laquelle plus que jamais les luttes au sein des institutions sont appelées à durer et à s'intensifier.

(*)Roland Gori, psychanalyste, Membre d'Espace analytique, professeur honoraire des Universités. Derniers ouvrages parus : *La fabrique de nos servitudes*, Paris, LLL, 2022 ; *Et si l'effondrement avait déjà eu lieu. L'étrange défaite de nos croyances*, Paris, LLL, 2020 ; *Homo Drogus* (avec Hélène Fresnel), Paris, Harper, 2019 ; *La nudité du pouvoir. Comprendre le moment Macron*, Paris, LLL, 2018 ; *Un monde sans esprit. La fabrique des terrorismes*, Paris, LLL 2017 ; *Le Manifeste des oeuvriers* (avec Bernard Lubat et Charles Silvestre), Paris, Actes Sud, 2017 ; 2016, *L'individu ingouvernable*, Arles, Actes Sud, 2017 ; 2014, *Faut-il renoncer à la liberté pour être heureux ?* Arles, Actes Sud, 2015 ; 2013, *La Fabrique des imposteurs*, Arles, Actes Sud, 2014, et 2011, *La Dignité de penser*, Arles, Actes Sud, 2013.

Discutant-e :

12h00-12h50: Jean SEVE, Historien, Quelques réflexions autour de la crise historique de la « démocratie » et du « politique », (Présentiel)



Démocratie ? Dans le passé, on ne commettait jamais l'erreur de prendre la « démocratie » pour une démocratie. On la qualifiait, à tort ou à raison, de « démocratie bourgeoise » où le « peuple » est fondamentalement dépossédé et aliéné par des institutions le privant, de fait, du pouvoir réel de décider. La Résistance et les acquis arrachés après-guerre, dans un contexte tout à fait exceptionnel, ont pu faire croire qu'on vivait dans une République démocratique, où il restait possible d'investir l'exécutif. N'est-ce pas une tragique erreur? Il n'y a jamais eu de démocratie au sens plein du terme. État de droit, oui . Pluripartisme, oui, avec élections dites « libres ». Possibilité d'alternance politique, oui mais le pouvoir réel a toujours été ailleurs... Certes, des réformes révolutionnaires sont toujours possibles mais elles restent aujourd'hui plus que jamais difficilement réalisables... dans une société de classes dominée par le CAC 40, sous une cinquième république ultraconservatrice, et qui cherche, coûte que coûte, à se sauver dans d'innombrables fuites en avant. Toute évolution révolutionnaire passe inexorablement par la réappropriation du pouvoir de décider, par une mainmise collective sur les avoirs, les pouvoirs et les savoirs. Mais où en est-on dans cette voie?

(*) « *Capitalexit ou catastrophe ; entretiens* » Jean et Lucien Sève, 2018, Editions La Dispute

Discutant-e :

Samedi 9 décembre – Après-midi (Salle des Actes 1^{er} étage Bât. Administration)

14h00-14h50 : *Monique DENTAL, Ingénieure d'études retraitée. Elle a été co-responsable du CEDREF, Université Paris VII et coordinatrice du RING (Réseau Inter-universitaire et interdisciplinaire national sur le genre). Présidente fondatrice du Réseau Féministe « Ruptures ». « Pour une VI^e République fondée sur des valeurs féministes et paritaires », (Présentiel)*



L'instauration de la V^e République était bancal dès le départ en termes d'égalité entre les femmes et les hommes. Certes, le préambule de la Constitution de 1946 affirme l'égalité ; mais, celle-ci n'a pas permis de lever les inégalités portées dans toutes les lois qui régissaient ce pays dit démocratique : dans le couple, dans la famille ... Être régi par deux corpus de lois qui s'opposent, cela ne doit plus du tout être possible dans une nouvelle République.

Pour déconstruire les formes universellement masculines de la représentation, pour que les femmes puissent bénéficier de la légitimité de plein droit à la participation politique aux postes décisionnels, pour mettre un terme constitutionnel à la conception universaliste et androcentrée de la représentation, nous avons tout essayé ! Il n'y a plus d'autre choix que l'instauration d'une nouvelle République basée sur des valeurs intrinsèques de parité et qui remettent fondamentalement en question le patriarcat sous toutes ses formes, autoritaires, autocratiques, hiérarchiques, masculines.

(*) Monique Dental et Marie-Josée Salmon, *De Mai 68 au Mouvement de Libération des Femmes (MLF)* Ed. du Croquant 2022.

Discutant-e :

15h00-15h50: *Alain JEANNEL, Professeur émérite en Sciences de l'Education, Université de Bordeaux, « La recherche en Science de l'éducation et la mondialisation par le numérique », (Présentiel)*



La recherche sur l'enseignement et l'éducation est un thème récurrent du questionnement politique dans le contexte géopolitique d'une mondialisation qui développe une technologie numérique. Des études qualitatives et quantitatives traitent chacune d'un domaine spécifique propre à l'éducation : la mondialisation et la question des connaissances et du savoir, la mondialisation et les systèmes d'enseignement, la mondialisation des informations, la formation des êtres humains et les enjeux sociaux et économiques dont la recherche dans les sciences sciences qui traitent de l'éducation et de l'enseignement ...

Les discours sur la mondialisation mettent en évidence ces liens forts qui ont commencé à se tisser depuis que s'est développée la production de séries d'outils pour éduquer le plus grand nombre.

Les décisions gouvernementales qui influencent actuellement la pensée sur l'enseignement et par conséquence l'éducation promeuvent entre autres produits industriels, la possession de l'ordinateur et l'utilisation des réseaux techniques d'information.

Elles présentent généralement la volonté de transférer des connaissances avec des objectifs divers. Rappelons que la possibilité de diffuser la bible grâce à l'invention de l'imprimerie fut un outil d'éducation et d'enseignement pour les religions chrétiennes.

Dans un espace contemporain dominé par le choix d'une économie basée sur les notions de marché et de concurrence, comme seule possible, l'objectif est-il d'adapter l'éducation et l'enseignement à ce modèle ? Un exemple en est donné par projets industriels qui déposent des brevets concernant des enseignants formatés pour l'enseignement : la production de logiciels en est un exemple, elle répond à la fois à des appels d'offre qui orientent vers un seul objectif, une formation préparant à l'insertion professionnelle, elle est soumise à une loi du marché basée sur la rentabilité financière et elle répond à une attente de la parentalité qui souhaite la meilleure insertion de leur descendance dans la société .

De quoi s'agit-il de l'avis même des promoteurs de cette industrialisation de la formation ?

La défense active de la démocratie dans la recherche sur l'enseignement et l'éducation est-elle obligatoire pour que la société évite les pièges tendus par la mondialisation et les technologies du numérique-digital ?

(*) Site internet : <http://alain-jeannel.blogspot.com>

Discutant-e : **Marcel DESVERGNE**, Vice-président de l'An@é

16h00-16h50: Nicolas BENIES, économiste, « Un monde inédit : Un monde secoué par les crises », (Visioconférence)



La configuration de l'économie mondiale a de quoi étonner. L'économie chinoise entre en déflation confrontée à une faiblesse de la demande et à une offre excédentaire qui devrait fait chuter les prix alors que l'Argentine est confrontée à une hyper-inflation et à crise de la dette

qu'une aide du FMI voudrait combler. Le monde post-Covid est marqué par l'inédit et une incertitude renforcée. La crise climatique est aussi un facteur de dérèglements économiques. *Un monde disparaît...mais fait de la résistance...*

(*) « *Le souffle de la révolte 1917-1936 : Quand le jazz est là.* », 2018, C&F Editions, Livre Musical.

Discutant-e :

17h00-17h50: Ivan LAVALLEE, Mathématicien, « *Prolégomènes au Communisme* », (Présentiel)



Il est grand temps de revenir à la thèse centrale de K. Marx, à savoir que *l'Histoire de l'humanité c'est in fine l'histoire de ses forces productives*. C'est en se situant par rapport à cette thèse que j'essaierais de montrer en quoi *socialisme* et *communisme* sont **fondamentalement** différents, même si l'un ne va pas sans l'autre. L'urgence climatique et plus généralement écologique pose le problème souligné par les marxistes chinois du *destin commun de l'humanité*, de l'interdépendance des situations et de la nécessité de l'organisation communiste de la société, seul avenir positif possible pour la société humaine sous peine d'une régression majeure voire une extinction !

(*) « *Cyber-révolution et révolution sociale* », Editions du Temps des Cerises, 2022

Discutant-e :

Samedi 9 décembre – en soirée, Salle de conférence
17 Rue Furtado à Bordeaux (près de la gare Saint Jean)

19h00-20h30 : Conférence-Débat avec Henri PENA-RUIZ, Philosophe, « *KARL MARX PENSEUR DE L'ÉMANCIPATION* », (Visioconférence)



Introduction. *L'enjeu actuel d'une relecture de Marx et d'Engels.*

1. Préambule : les trois âges du capitalisme.
2. L'opposition du ciel et de la terre : passer de l'idéalisme au réalisme.
3. Adopter le point de vue des dominés.
4. L'émancipation juridique au miroir de l'aliénation sociale.
5. La dialectique de l'émancipation.
6. Une nouvelle conception de l'idéal.
7. Un communisme individualiste.
8. Individu et communauté.
9. La classe universelle et l'universalisme de Marx.

10. Conclusion : trois anticipations majeures de Marx et d'Engels

(*) « *Marx quand même* », Plon, « *Entretien avec Karl Marx* », Plon, « *Karl Marx, penseur de l'écologie* », Paris, Le Seuil, 2018.

Discutant-e :

Dimanche 10 décembre – Matin (Salle de Conférence 15 Rue Furtado Bordeaux)

09h00-09h50: *Alexandre BOISSIEIRES, Militant de Réseau Salariat, « DÉMOCRATIE : de la supercherie bourgeoise à la concrétisation communiste », (Visioconférence)*



De l'ambiguïté du mot : « démocratie » est un mot que tout le monde semble comprendre sitôt énoncé, cependant, dès que l'on cherche à lui donner une définition limpide, il devient aisé de se rendre compte que ce mot est empreint de plein de pièges et biais. Et pour cause, ce mot n'a pas traversé l'Histoire sans turbulence, la classe bourgeoise l'a galvaudé, dénaturé, dévitalisé dans son acception primaire comme tous les mots qu'ils lui sont annexés (République, citoyenneté, liberté, égalité, fraternité...). Autant de « beaux » mots agités comme des étendards performatifs, idéalistes, sans réalité concrète. C'est une véritable guerre des mots qui est ici en jeu. Dès lors, non seulement il s'agit pour les producteurs de se réapproprier le mot mais en plus, et surtout, de le concrétiser matériellement.

Discutant-e :

10h00-10h50: *Ludovic GODARD CADILLAC, Mathématicien, Commission ESR du Pcf, Université de Bordeaux, « Les partis politiques, la presse et les citoyens », (Présentiel)*



La période politique actuelle se caractérise par un pourrissement lent de la vie politique française et européenne dont l'un des principaux symptômes est la baisse de la qualité moyenne et une simplification des analyses et réflexions journalistiques et politiques. Cet appauvrissement s'accompagne d'un déplacement croissant vers la droite voire extrême-droite des différentes solutions politiques proposées. La masse des citoyens témoigne un mépris et un dégoût croissant vis-à-vis de la grande presse bourgeoise et de la classe politique en général sans pour autant s'investir dans la construction d'alternatives de masse à la vie politique et journalistique actuelle. Cet exposé se propose de présenter quelques pistes d'analyse de cette fracture et des risques qu'elle peut faire peser sur la liberté et la démocratie. La majeure partie de l'exposé sera alors consacrée à présenter un certain nombre de

propositions pour la réflexion ou l'action politique en vue de modifier cette donne générale, vers le retour des grands partis de gauche de masse.

Discutant-e :

11h00-11h50: *Laurent MELITO, Sociologue, « Le mal-être adolescent au prisme des logiques éducatives néolibérales », (Visioconférence)*



"Les adolescents sont nos miroirs, les miroirs de notre époque, et nous renvoient en actes les butées du monde dans lequel ils sont nés. Au-delà de leur problématique singulière, ils témoignent de ce qu'on appelle pudiquement un « problème de société », car notre responsabilité collective est engagée. Ils sont le symptôme d'un échec sociétal, naufragés psychiques de la déliaison sociale. Ils sont le produit d'une idéologie néolibérale, aveugle et sourde aux impasses de la vie, le produit d'un nouage du singulier et du collectif, du psychique et du politique, un nouage qui a fait couler les plus vulnérables d'entre eux dans les bas-fonds. "

Discutant-e :

12h00-12h50: *Vincent TACONET, Professeur de Lettres Classiques, Bordeaux, « DE L'UNIVERSALISME AUX DÉRIVES CONTINENTALES, Hugo, exemple exemplaire ? », (Présentiel)*



Victor Hugo a défendu, parfois au péril de sa vie (après le massacre par les versaillais des communards et communardes) des valeurs humanistes : la justice sociale, la laïcité, la liberté de création, le droit à l'éducation, l'abolition de la peine de mort...Il a combattu dès 1862 (et même antérieurement) « La dégradation de l'homme par le prolétariat, la déchéance de la femme par la faim, l'atrophie de l'enfant par la nuit. » (Préface aux *MISÉRABLES*)

Il a toujours dénoncé, avec ses amis, la « damnation sociale créant artificiellement, en pleine civilisation, des enfers, et compliquant d'une fatalité humaine la destinée qui est divine. »

Au cœur même de ce combat de tous les instants et de toute sa vie, il n'échappe pas aux contradictions qui le constituent, dans un siècle où les espérances n'excluent ni la dureté des combats ni l'aveuglement de l'individu ni le mirage collectif des progressistes.

L'écart, qui nous interroge, est manifeste lorsque interviennent l'articulation entre la lutte pour une émancipation et des valeurs universelles d'une part, et d'autre part l'aveuglement et le déni sur le sort des populations, notamment, de ce continent voisin du nôtre, l'Afrique.

Discutant-e :

*** 13h00 : Clôture des travaux**

Remerciements :

Nous remercions l'Université de Bordeaux qui nous permet d'accéder à ses locaux pour tenir nos rencontres ainsi que les personnels mis à contribution (réservation, accueil, sécurité...). De même nous remercions les institutions qui par les subventions qu'elles nous attribuent, participent aux frais d'organisation (voyages, hébergement, restauration des conférencier-es), notamment le Conseil Général et la ville de Bordeaux. Et surtout nous remercions les contributrices et les contributeurs, nos adhérent-es et nos soutiens sans lesquels nos initiatives ne pourraient pas se tenir.



Espaces Marx Aquitaine-Bordeaux-Gironde

Site Bordelais : <https://espacesmarxaquitainebordeauxgironde.wordpress.com/>

Page Facebook : <https://www.facebook.com/EspacesMarxAquitaine/>

Chaine Youtube : https://www.youtube.com/channel/UCvbLch-Bt_MoLokSRyiV-RQ

Site Parisien : <http://www.espaces-marx.net>

Contact: Espaces.MarxBx@gmail.com

Tel : 07.85.61.25.04

[Bulletin Soutien Adhesion 2023](#)

[RIB EspacesMarx](#)